L'entre-deux

L'ambiance politique nationale est plutôt en folie. Tout le monde va de son laïus. Les langues se délient, de toutes parts. Les réseaux sociaux s'en donnent à cœur joie. Cela donne l'impression d'une vitalité politique unique au monde. Sauf que c'est juste une impression ! C'est du moins mon impression. On ne cesse pas de nous resservir le même discours depuis, pratiquement, la grande blessure d'Octobre. Aux politiques de jacter, au peuple de se taire le long du quotidien. Au point où un opposant politique, l'actuel président du RCD, n'a eu d'autre alternative, comme solution à la crise, que celle de la rue. J'ai frémi en lisant cette déclaration. Le chemin est donc ardu. Il faut sortir dans les rues. Et dénoncer. Et crier. Et courir. Et se protéger des matraques qui risquent de pleuvoir drues.

Personnellement, j'ai peur de ce genre de solution : celle de la confrontation physique. A l'appel aventureux de la rue, j'oppose personnellement le recours à l'intelligence. Même si je comprends l'impatience de Mohcen Belabbas (RCD), il est vrai que le peuple en a marre, mais je ne partage pas cet appel qui risque d'aboutir aux résultats des printemps «hivernaux» arabes. La crise est tellement sèche, le peuple tellement avide, que le feu risque de prendre des proportions qu'aucune brigade de pompier ne pourra éteindre. Il est vrai que le système est hermaphrodite, qu'il se régénère de lui-même, il est vrai également que l'opposition doit disposer des ressources nécessaires pour inventer la parade. Et le renouveau algérien !

Les thuriféraires du système n'ont de cesse de clamer, à tue-tête, que l'opposition n'a aucun projet social à proposer, sinon le départ de l'actuel Président, justifiant par là la présidence à vie. Que se passe-t-il ailleurs ? Hollande a bouté Sarko. Et ce dernier ne cherche qu'à prendre sa revanche. Là-bas, ça passe comme une lettre à la poste. Ici, le fait de vouloir le départ du Président est considéré comme un crime de lèse-majesté. Pire encore, comme une débilité politique. Voyons Messieurs du pouvoir, posez-vous la question : et vous, que voulez-vous ? Sinon que le Président demeure inamovible. Vous voulez la pérennité du système symbolisé en la personne du premier magistrat du pays, alors que l'opposition souhaite casser ce système symbolisé en la personne du Président. Aussi, en termes de débilité politique, il y a matière à discussion.

Prenons, par exemple, Amara Benyounès, récemment limogé de son poste ministériel, par un banal coup de téléphone. Je n'invente rien : c'est lui-même qui le déclare. C'est dans tous les journaux. Puis, pire encore, il a été nommé ministre par un re-banal coup de téléphone. Comme méthode, il y a mieux, n'est-ce pas ? Bref, il faut que les téléphones fassent leur boulot, aussi. Au fait, il a été limogé, oui, mais pourquoi ? Simplement, parce que les barons de l'informel l'ont demandé. Diantre, rien que ça ! Il faut être plus précis que ça. Dans une affaire pareille, soit on dit tout, soit on laisse courir. Les périphrases ne mènent nulle part. Puis, plus discipliné qu'Amara Benyounès, tu meurs. Il déclare offrir un «soutien absolu et inconditionnel» au Président. Ça, c'est de la fidélité, walla khelli. Même Nadine Morano a lâché Sarko ; vous connaissez la Nadine, oui, celle-là, de la «race blanche». J'imagine que le fauteuil de ministre est douillet ; Amara Benyounès doit ourdir des rêves à fleur de peau. Je comprends, c'est humain !

Je ne commenterai pas le communiqué de la présidence, le dernier sur les changements et autres restructurations. J'avoue n'avoir rien compris à la teneur de ce communiqué. S'il y a un exégète de communiqué, je suis preneur. Mais je voudrais néanmoins commenter la réponse de Nouredine Bédoui sur l'inscription des prénoms amazighs sur les registres de l'état civil. Qu'il nous dise que la loi protège ces pauvres prénoms, pardon Nouredine, je demeure sceptique. Tout ce qui sent l'amazighité (enseignement, toponymie, prénoms, environnement…) relève du marginal. Le ministre de l'Intérieur le sait très bien, lui qui a été wali de nombreuses années. Dans sa carrière à la territoriale, a-t-il jamais eu l'idée, en application justement de la loi, de placer sur le fronton d'une wilaya, celle de Constantine par exemple, une ligne en tamazight ? Pas du tout ! Alors, les directives n'ont aucun effet, quand l'idéologie pénètre les collectivités locales. Massinissa peut attendre, il est déjà la proie d'une histoire oublieuse.

J'ai toujours eu peur des statistiques, comme j'ai peur des discours à effet d'annonce. On n'a pas encore fini «d'obliger» nos élèves à apprendre tamazight, qu'on s'attelle à alphabétiser les adultes. Seigneur, finissons d'abord le chantier de l'école publique. Nos enfants sont l'avenir ; ils porteront cette langue ou ils l'enterreront. Alphabétiser les adultes : de la poudre aux yeux qui ne trompe personne. Pour enseigner une langue, il y a des fondamentaux pour ce faire. Cela relève du bon sens, allais-je dire. Y a-t-il une formation des formateurs ? Y a-t-il obligation à cet enseignement ? Y a-t-il un choix de caractère ? Puis, quand un directeur refuse d'obtempérer, il faut mettre en cause sa tutelle. C'est la moindre des choses.

Notre pays est au milieu du gué. Et ne sait plus s'il faut avancer pour atteindre l'autre rive, ou rebrousser chemin pour le chimérique confort du passé, prisonnier d'un système coupé du peuple. Cet entre-deux peut engendrer la pire des choses : le recours à la rue !

Y. M.

Youcef Merahi
merahi.youcef@gmail.com

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Inclassables !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Quel est le comble pour un ministre du Commerce s'agissant de l'affaire Rebrab. C'est de n'avoir rien d'autre à faire que de lui…

… casser du sucre sur le dos !

Avant, au moins, c'était clair. Mais aujourd'hui ? Comment tu vas expliquer que t'es victime d'une junte… civile ? Une junte militaire dont tu te plaindrais, les gens, à la limite, comprendraient. Ils savent ce que c'est, une junte militaire. C'est identifié. C'est répertorié dans le bottin mondial de la répression. On a une image de la junte militaire. Parfois stéréotypée, je te l'accorde, mais elle existe : le gros bidasse avec les moustaches enduites de pétrole et lâchant des gaz tellement il est repu. C'est convenu, attendu et formaté même. Mais une junte civile, ya sahbi ! Imagine juste un instant – un instant civil, bien sûr – la tronche du mec ou de la nana préposé aux réfugiés, à Calais, et à qui tu affirmerais sans rire que tu as fui ton pays où sévit de manière féroce une junte civile. Il serait capable d'appeler les gars des urgences psychiatriques, avant que tu ne sois fourré dans un avion retour vers ton pays très civil. Non, franchement, on est mal ! Le seul pays au mode à vivre sous junte civile ! Je suis convaincu que l'on doit déjà rire de nous, ailleurs. Ah ! Ces Algériens ! Même pas foutus de se faire réprimer par des militaires, comme de coutume, comme cela se fait dans les pays normaux. Faut toujours qu'ils se distinguent ! Qu'est-ce qu'ils avaient franchement à aller chercher une junte civile pour leur mener la vie dure, leur en faire baver ? Je ne sais pas ! Piteusement, je dois bien l'avouer, je ne le sais fichtrement pas. Je sais juste qu'il va falloir nous habituer à vivre sous régime de junte civile. Ça implique qu'il faille tout de même régler quelques détails. Et surtout répondre à certaines questions légitimes. Une junte civile a-t-elle pouvoir de décréter une loi martiale ? Sous état d'urgence et couvre-feu, est-ce que seuls les civils peuvent sortir le soir après 23 heures, ou alors, les militaires bénéficient eux aussi de ce droit, à la condition que la junte civile le leur accorde de manière exceptionnelle, par décret signé par un civil ? Et puis, question des questions, celle qui me taraude plus que toutes les autres : sous junte civile, l'équipe nationale de foot militaire peut-elle nous représenter au prochain mondial… civil ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.